

COMMUNIQUE CONSEIL SYNDICAL NATIONAL 18/19-09-2024

Mauvais temps sur la planète et sur notre démocratie

1: Éléments de contexte : entre guerres et espoirs d'un monde meilleur

D'un point de vue international :

Le contexte international, loin de s'apaiser, en regard de ce qu'il était lors de notre dernier conseil national en mai dernier, s'est encore dégradé. Il ne s'est amélioré ni au Moyen et Proche Orient où le paroxysme de l'horreur et de la violence semble être atteint, ni en Europe avec le conflit entre la Russie et l'Ukraine, ni au Soudan, ni au Yémen, ni, ni... La liste serait longue entre zones de conflits et zones de tension. Le monde se fracture, son ordre hérité de la seconde guerre mondiale semble remis en question.

Le SNETAP-FSU est profondément pacifiste et contre les économies de guerres et de réarmement, il appelle en ce sens à dire non aux guerres, aux violences, à la misère et aux injustices et à participer à toutes les actions organisées en France les 20, 21 et 22 septembre par le Collectif national des marches pour la paix dans le cadre de la journée internationale de la paix.

Enfin, à l'occasion du deuxième anniversaire du combat des femmes en Iran « Femme, vie, liberté », anniversaire tristement marqué par la mort le 16 septembre 2022 de Masha Amini, le combat des femmes se poursuit et de plus en plus elles pratiquent la désobéissance civile. En France, on salue la force de Gisèle Pelicot qui a pris la décision d'un procès public pour dénoncer la culture du viol.

Le SNETAP-FSU réaffirme son soutien à cette femme et aux femmes de tous les pays qui se battent contre les violences sexistes et sexuelles, pour la liberté et l'égalité.

Une lueur d'espoir venant des États-Unis

Si le vote et le résultat en faveur des démocrates et de Kamala Harris sont loin d'être acquis, la tendance des sondages montrant la candidate démocrate en position tout à fait honorable contre Trump - et de ce point de vue le retrait de Joe Biden a clairement fait la différence -, c'est incontestablement la bonne nouvelle de ce paysage international. Elle donne de l'espoir et permet pendant quelques mois encore de ne pas craindre le pire si Trump était élu dans le contexte géopolitique actuel.

Les Outres Mer, invisibilisés et méprisés

En Nouvelle Calédonie, un faux-semblant d'apaisement estival

Le contexte politique en France, la séquence « jeux olympiques » ont mis sous cloche les manifestations, les colères des Kanaks. Toutefois, rien n'est réglé et le gouvernement démissionnaire a fait fi des légitimes revendications. La situation n'est aucunement réglée, et les émeutes de ces derniers jours ont à nouveau été meurtrières. L'anniversaire le 24 septembre du rattachement de la Nouvelle Calédonie à la France (1853) risque d'être bien triste. Les conséquences économiques et sociales sont désastreuses. Le report des élections (prévues fin 2024) demandé par plusieurs parlementaires serait une option de sagesse .

Le SNETAP-FSU adresse un message de soutien en particulier à la communauté éducative et aux agents des services publics pour qui les conditions d'exercice et de vie sont particulièrement difficiles.

En Martinique: une situation explosive

Les problèmes majeurs de vie chère, d'approvisionnement en eau ont conduit à des blocages, et des émeutes. Des couvre-feux sont décrétés dans certains quartiers.

A Mayotte, les conditions de vie, l'approvisionnement en besoins vitaux comme l'eau, ne cessent d'empirer. Le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté ne cessent d'augmenter.

Contexte politique : de chocs en chocs

Passé le choc des élections européennes où le scrutin en faveur des extrêmes droites a confirmé un enracinement évident en Europe, dans notre pays et particulièrement dans les campagnes, passé le choc de la dissolution de l'Assemblée Nationale, passé le choc des élections législatives et de l'immense espoir suscité par le Nouveau Front Populaire, son programme social et émancipateur (dans lequel nombre de propositions sont compatibles avec nos mandats) et sa candidate au poste de Première ministre Lucie Castets, place maintenant à une grande colère avec la nomination de M.Barnier « approuvé par Marine Le Pen » comme l'a titré Libération au lendemain de la nomination. Et facile d'accuser le Nouveau Front Populaire de ne pas avoir voulu soutenir Bernard Cazeneuve et donc d'être responsable du choix d'un homme de droite, quand en refusant Lucie Castets et en accusant LFI de tous les maux, c'est en fait du programme du NFP que Macron ne voulait pas.

C'est pour beaucoup de citoyen.nes une trahison sans nom quand en juillet nous avons tous appelé à faire front contre le RN quitte à donner des voix à la droite et à la macronie. C'est une trahison quand après des campagnes législatives qui ont suscité de nombreux espoirs en permettant la construction d'un programme social et émancipateur en un temps record, permettant au NFP d'être le premier bloc parlementaire, de se voir 60 jours après imposer un premier ministre d'un parti moribond qui a remporté le moins de sièges. C'est un déni démocratique et c'est surtout un vol de notre vote contre l'extrême droite car M.Barnier a été choisi avec l'aval du RN consulté à plusieurs reprises pour aider à la prise de décision ! C'est en ce sens que pour permettre à chacun.e de s'exprimer dans la rue contre ce hold-up démocratique que les organisations de jeunesse ont pris l'initiative d'appeler à manifester le 7 septembre, avec à leur suite 3 des 4 partis du NFP, et qu'elles appellent à nouveau le 21, rejointes par Greenpeace, Attac, ou encore le planning familial... Le monde syndical tout en rappelant ses revendications s'interroge sur la bonne façon de se positionner, dans le respect de son indépendance du politique. Ainsi, notre fédération, comme la CGT, ont-elles publiquement dit la légitimité de tels appels sans forcément s'y joindre, mais en respectant que certains de leurs syndicats nationaux ou unions locales le fassent – au sein de la FSU, le SNETAP, comme la PJJ ou le SNAC ont appelé directement au 7.

Ce qui est sûr c'est qu'écrire cette scène politique paraît presque surréaliste et cauchemardesque.. Comment pourra-t-elle être expliquée, comment enseigner le fait politique après cela, comment redire à tous ceux et celles qui se sont déplacé.es pour les élections législatives de juillet parfois pour la première fois : « allez voter, allez exercer votre droit ! » Comment cela sera-t-il encore possible ?

Si l'on revient sur la nomination de M.Barnier, elle suscite beaucoup d'inquiétudes tant sur le positionnement qui consistera à ne pas fâcher Macron ni le RN, ni Bercy, ni Bruxelles... que sur son programme. D'ailleurs dans son discours d'investiture, parmi ses chantiers annoncés : l'immigration, la sécurité du quotidien. Même s'il met l'école comme chantier prioritaire, de quelle école s'agit-il ? Celle des apprenti.es à 14 ans, celle des écoles video-surveillées ? D'un point de vue économique et social, partisan d'un départ à la retraite à 65 ans, libéral en économie, réactionnaire (par le passé en tous les cas) sur les sujets qui traversent notre société, on est à des années lumière du programme du NFP.

M.Barnier pourra sans conteste s'appuyer sur des médias instrumentalisés et concentrés entre les mains des pouvoirs politiques et économiques. Les libertés de la presse et la pensée éclairée des citoyen.nes sont mises à mal comme nombre de sociétés de journalistes le dénonce, là ou d'autres médias de la sphère Bolloré relaient des discours de haine. Nous devons nous opposer à toutes les formes d'autoritarisme et de bâillonnement d'une expression publique humaniste.

Dans ce contexte dégradé (démocratie abîmée) et instable (gouvernement pas encore nommé et déjà en sursis), contre la dérive autoritaire d'un président finissant, et un RN toujours aux portes du pouvoir, le combat collectif et l'action syndicale pour la défense de nos droits, de nos acquis sociaux, de notre école

publique gratuite laïque, d'une société ouverte sur le monde et accueillante, écologique sont plus que jamais nécessaires.

Le CSN mandate les sections syndicales et les représentant.es des personnels :

- pour participer et inviter les personnels de l'EAP aux actions du 21 septembre dans le cadre de la journée internationale de la paix ;
- pour participer pour les droits des femmes le 28 septembre à la journée internationale pour le droit à l'avortement et à la journée Egalités du 26 novembre organisée par le SNETAP-FSU ;
- pour lutter contre les courants d'extrême droite (ED) : continuer à faire front, porter tous nos mandats, organiser des formations avec le soutien de l'association VISA, participer en Élan commun et/ou en lien avec les SD FSU aux collectifs locaux VISA, manifester son opposition dans toutes les circonstances, être vigilant.es à l'intrusion du RN comme de Reconquête dans les établissements, aider et outiller la communauté éducative pour faire face aux paroles et actes racistes qui tendent à se libérer, porter avec notre fédération un plan d'action contre les ED ;
- pour participer et inviter les personnels de l'EAP à la mobilisation du 21 septembre, à l'appel d'organisations de jeunesse et associatives, contre le hold-up démocratique, contre les atteintes à la vie démocratique de notre pays.

Contexte économique et social : des ministres démissionnaires en plein travail de coupes budgétaires

Les ministres démissionnaires « ont bien travaillé cet été » et vont laisser la lourde charge au nouveau PM de passer par l'examen du prochain budget : budget qui sera difficile à faire adopter ! Au plus tard le 1^{er} octobre, le projet de loi de finances pour 2025 devra être déposé. Michel Barnier vient d'annoncer qu'il ne sera pas en mesure de respecter ce délai prévu par la loi organique relative aux lois de finance, renvoyant celui-ci

Mais le gouvernement démissionnaire a fait le sale boulot en envoyant à chaque ministère fin août des lettres plafond donnant les crédits pour l'année prochaine, année de disette. Au Masa, la secrétaire générale nous avait dit son inquiétude pour 2025 « il faudra contribuer à "l'effort" et ajoutant ... "il n'y aura plus de marge de manœuvre" ! (comparée à cette année lors de la demande de remboursement de crédits.) La lettre plafond du ministère de l'agriculture dévoilée par Médiapart ce matin nous laisse craindre le pire au vu des baisses dans les différents programmes nous concernant...

Au niveau social, après un majorité Macron qui, à titre d'exemple, a imposé sans état d'âme un schéma de "protection sociale complémentaire" qui rompt avec le principe de solidarité intergénérationnelle (exclusion de fait des retraité.es les plus fragiles), ce nouveau premier ministre et le gouvernement qui sera nommé nous laissent craindre un retour en force par exemple du projet de loi régressif sur l'assurance chômage que l'ex premier ministre avait mis dans le tiroir le temps de laisser passer la tempête des élections législatives en juillet. De même, on peut redouter des mesures d'appauvrissement des plus pauvres (chômeur.ses et allocataires du RSA) avec un conditionnement sévère des aides pour faire croire à une amélioration des fins de mois difficiles des travailleurs, et surtout satisfaire la droite et l'extrême droite.

Les revendications sur l'augmentation du SMIC, des salaires, et des pensions portées dans le programme du NFP sont aussi celles des OS. Une journée de grève interprofessionnelle est d'ores et déjà actée par la CGT, la FSU et SOLIDAIRES le 1^{er} octobre 2024 et on a tout intérêt à ce qu'elle soit puissante afin d'installer d'emblée un rapport de force de haut niveau avec le futur ex-gouvernement Barnier, à la veille d'arbitrages budgétaires éminemment politiques !

Plus globalement, il s'agit bien de porter un autre projet social et écologique avec des services publics confortés et soutenus dont la santé et l'éducation deux services publics au bord de l'effondrement,, une augmentation des salaires et pensions, l'abrogation de la loi sur les retraites, l'amélioration des conditions de travail de tous les travailleur.ses, la vitalité de tous les territoires dont ruraux et péri-urbains. Ce projet social et écologique se portera s'il y a convergences des luttes et actions déterminées dans un cadre intersyndical le plus large possible.

Le CSN mandate les sections et les représentant.es des personnels :

- pour participer massivement à la journée de mobilisation interprofessionnelle du 1^{er} octobre (abrogation de la retraite à 64 ans, augmentation des salaires, renforcement des services publics)
- pour participer à toutes les actions nationales et locales pour la défense coûte que coûte des services publics, dans le cadre notamment du soutien à la campagne de Convergences Service Public pour un plan d'urgence dans l'éducation et la santé

Sur le champ environnemental : continuer à se mobiliser contre les projets écocides

Cet été a été marqué par la grande manifestation internationale des luttes pour l'eau et l'agriculture paysanne, « Village pour la défense de l'eau » dans les Deux Sèvres. Cette mobilisation a regroupé des milliers d'opposant.es aux méga bassines et à la captation du bien commun qui est l'eau. Le SNETAP-FSU était présent et pointe la responsabilité des forces de l'ordre et plus encore des donneurs d'ordre qui en voulant abuser des moyens de répression ont mis le feu à une chaume au risque de mettre en danger la sécurité de milliers de personnes ! Il rappelle notre mandat de soutien aux organisations dont Les Soulèvements de la Terre et Bassines Non Merci.

Il rappelle aussi son soutien aux opposant.es de l'autoroute A69, dénonce la répression policière, la mise en danger des « écureuils » (trois chutes d'arbres à cause de l'intervention des forces de l'ordre), les intimidations. Il dénonce la violence déployée par des « milices pro-autoroute ». L'Alliance Écologique et Sociale exige un moratoire immédiat sur ce projet et contre tous les projets écocides menés en dehors de toute légitimité démocratique. Le SNETAP-FSU entend continuer à soutenir les opposant.es et participer aux mobilisations. Il compte également poursuivre son engagement au sein des collectifs SSA et Uni-Terre, notamment à l'occasion de la semaine internationale de l'alimentation mi-octobre.

Après une crise agricole « à ciel ouvert » et un assouplissement des règles environnementales, une nouvelle phase de crise se profile. Les élections en Chambre d'Agriculture en février 2025 laissent craindre une poussée de la Coordination Rurale. Cette dernière ne s'est pas distinguée par ses positions écologiques, mais s'est plutôt faite remarquer par ses accointances avec certaines idées de l'extrême droite. Le SNETAP-FSU s'inquiète d'autant plus des mesures d'austérité budgétaire annoncées. Au ministère de l'agriculture, tous les services vont être concernés. Dans l'enseignement, il n'y aura aucun moyen nouveau, voire moins, pour assurer le double défi du renouvellement des générations par des ouvertures de classes en conséquence et l'accélération de la transition écologique via des mesures ambitieuses et financées, ni dans les services déconcentrés et bien évident pas de moyens supplémentaires pour les contrôleur.ses et inspecteur.trices agricoles afin qu'elles et ils puissent tout simplement exercer leurs missions dans des conditions normales et en sécurité. Rappelons qu'il y a vingt ans, le 2 septembre 2004, deux agent.es de contrôle étaient assassiné.es par un exploitant agricole en Dordogne.

Le CSN mandate le Bureau National et les sections régionales :

- pour soutenir la demande de moratoire portée par l'Alliance Écologique et Sociale contre le projet A69 en Occitanie ;
- pour soutenir les mobilisations des Soulèvements de la Terre à Nantes le 28 septembre contre l'extension des carrières et de la bétonisation, et les autres mobilisations à venir ;
- pour porter des amendements au PLF austère de 2025 et exiger des moyens pour relever le double défi de la transition écologique et du renouvellement des générations
- pour exercer une vigilance accrue par rapport aux positionnements des organisations professionnelles agricoles présentes dans nos CA

2: Fonction Publique, Éducation, Enseignement Agricole : incertitudes – théâtre d'ombres – mauvais coups déjà pris ou à prendre – nécessité de resserrer encore nos rangs

En cette période d'aquaplaning démocratique qui dure... on pourrait se réjouir de l'enlèvement d'un certain nombre de contre-réformes au premier rang desquelles la future loi FP (de feu Guérini), ou sur le champ de

L'Éducation la majeure partie des mesures du « choc des savoirs » qui sont reportées sine die (à l'image du nouveau brevet couperet et des prépa secondes renvoyées à plus tard ou à jamais)...

Mais ce serait faire bien peu de cas d'une rentrée au diapason des précédentes (des postes restés vacants dans la moitié des lycées de France, des dotations insuffisantes...) et de ce qui se prépare... Les noms les plus réactionnaires circulent en matière de casting pour le ou la future occupant.e de la rue de Grenelle, le simple fait de voir circuler comme une option crédible François-Xavier Bellamy en dit très long sur la ligne politique présumée du nouveau Premier Ministre ! Et que dire du rapport croisé des inspections générales des finances et de l'EN sorti du tiroir opportunément en cette rentrée... qui suggère à la faveur de la baisse démographique plusieurs milliers de suppressions d'emplois et de classes de l'école jusqu'au lycée... ou de celui de la cour des comptes qui vient également de paraître sur ces AESH auquel "l'École recourt de façon bien trop massive" (sic). Par contre, plusieurs autres rapports ou enquêtes (France Info, Médiapart) méritent que nos parlementaires comme l'exécutif à venir s'en saisissent, de surcroît à l'heure des "grandes économies" à trouver... On citera les principales conclusions du rapport Vannier-Weissberg : l'enseignement privé sous contrat est au moins à 75% financé par l'argent public, mais son financement est opaque. Pire, l'Etat et les collectivités territoriales en négocient les montants avec des organismes qui ne sont pas ceux fixés par la loi mais relèvent de la seule Eglise catholique. Comme on ne sait même pas combien est donné, il est clair que les contrôles de l'utilisation de l'argent public sont quasi inexistantes et c'est guère mieux pour le contrôle des politiques éducatives de l'Etat (un contrôle des établissements privés par l'inspection une fois... tous les 1500 ans en moyenne). Enfin l'enseignement privé sous contrat participe largement, comme l'établit le rapport, à la ségrégation sociale et scolaire qui détruit notre société. A bon entendeur...

Dans ce petit théâtre d'ombres politique et de visiteurs du midi comme du soir, une quasi certitude : c'est un budget austéritaire qui s'annonce :

- avec des coupes claires au détriment des services publics (la RGPP saison 2 ne semble pas loin, de même qu'une tentation d'augmenter le nombre de jours de carence pour nous apprendre à tomber malade ou encore les salaires au mérite dans la FP, ou le recrutement des enseignants directement par les directions... et sans oublier la contractualisation comme nouvel horizon en lieu et place d'une fonction publique du statut...) sur fond d'idées néolibérales bien rances, mais toujours d'actualité et qui ne sont assurément pas orthogonales avec les convictions profondes du LR de Matignon !

- avec peut-être toutefois une part de justice fiscale « qu'il ne s'interdit pas » mais laquelle et jusqu'où – en jouant sur le patrimoine, les placements financiers, l'impôt sur les sociétés... les super-profits ou... juste avec quelques mesures ou chèques ponctuels dans la continuité des politiques macronistes ?

Mais quoi qu'il en soit, disons-le, avec ce budget, placé sous le signe du retour de la « France en faillite », construit sur la base des lettres plafonds transmises par le précédent gouvernement (comprenant d'ores et déjà près de 16 milliards d'économies), il n'y a aucune chance que le manque à gagner de 50 milliards par an (au profit des grandes entreprises sans contrepartie et des plus riches) qui ne rentrent plus dans les caisses de l'État depuis 2017 soit corrigé !

Que sait-on déjà du sort qui est réservé à l'Enseignement Agricole... à date ? Et bien avant même que le gouvernement Barnier n'ajoute ses propres coupes aux précédentes, la lettre plafond du MASA transmise fin août - qui vient de fuiter dans la presse via Médiapart - confirme d'ores et déjà l'abandon du plan de renforcement de nos 4 écoles vétérinaires nationales avec aucune création d'emplois pour 2025 (rappel : plan sur 5 ans visant + 70% d'étudiant.es avec + 8ETP par an). Côté crédits, en l'état : pour le programme 143 (enseignement technique agricole), la lettre plafond fait état de - 16 millions et pour le 142 (enseignement supérieur agricole), c'est - 6,2 millions ! Ajoutons enfin qu'à périmètre de dépenses censé être maintenu sur la base du réalisé au budget 2024, l'inflation n'entre pas dans le schéma, par suite les incidences pour nos

établissements d'enseignement ne peuvent que se traduire par des moyens en moins en fonctionnement et les crédits des collectivités territoriales étant également dans le viseur, c'est aussi des postes comme celui des transports qui risque fort d'être impacté avec toutes les incidences induites sur les pratiques pédagogiques qui sont les nôtres.

A partir de là, il va nous falloir garder nos collectifs de travail soudés et/ou faire en sorte qu'ils ne renoncent pas, car « ceux d'en face » sont déjà en ordre de marche... et plus spécifiquement concernant les agents territoriaux des lycées en resserrant avec le SNUTER-FSU nos démarches de suivi partagées et nos actions conjointes.

Oui, le SNETAP-FSU, en Élan commun, est déjà intervenu à de multiples reprises auprès de l'administration, et cela via nos représentant.es à toutes les échelles du ministère, pour tâcher de faire corriger les conditions d'une rentrée de plus sans aucune marge d'ajustement réelle et de volonté à ce que des conditions d'accueil sûres et de qualité soient garanties : ACEN renvoyés chez eux après avoir fait la rentrée faute de contrat, dédoublements devenus facultatifs taxés désormais « de confort » passés de mode – mais il est vrai que quand on vous invite à assurer des cours de Tech en doc à 33 sans dédoublement en serrant les rangs et les dents il n'y a plus qu'à appeler le 15 ! A des fins de défendre nos élèves, étudiant.es, stagiaires et apprenti.es, en faisant respecter les textes réglementaires auxquels les fiches de service enseignant.es se doivent d'être strictement adossées, l'Élan commun a ainsi déposé un préavis de grève jusqu'à la fin septembre. Si il est notable que l'intervention des représentant.es de l'Élan commun lors du CSA EA de rentrée le 5 septembre dernier a commencé à porter ses fruits quant aux crédits de remplacement signalés pour plusieurs régions comme déjà épuisés pour assurer les 4 mois à suivre jusqu'à la fin de l'année civile, plusieurs points de fixation et de tension demeurent et qui ne sauraient rester en l'état. D'abord on relèvera la situation a priori singulière en région Occitanie, avec 27 postes restés vacants depuis la rentrée faute de crédits de remplacement suffisants (seul l'équivalent de 1,7 ETP a été abondé par la DGER, ce qui est très loin du compte), ensuite un mal plus répandu se retrouve dans la plupart des régions avec des non-remplacements chroniques concernant les agent.es ayant opté pour un temps partiel dans le cadre de leur retraite progressive, et concernant également de trop nombreux agent.es ATLS et des membres des directions d'EPL, avec comme incidence de mettre l'ensemble de ces collègues en situation de risques psycho-sociaux avancés.

Oui, le SNETAP-FSU a déjà commencé à fourbir ses armes pour faire entendre (amendements à l'appui) les mesures nécessaires de soutien à l'EAP en matière budgétaire, sauf à faire une croix assumée sur le renouvellement des générations d'agriculteurs partant en retraite et par là même sur la ruralité qui réunit 30% de la population nationale et plus de 80% des communes françaises ! De même, en intersyndicale, nous sommes en train de faire signer largement l'appel de Velet qui vise à imposer dans le débat public un nécessaire moratoire sur la fermeture des établissements publics d'enseignement et de formation agricole. Nous comptons bien en première intention aux côtés de nos camarades de BFC et des personnels d'Étang sur Arroux arriver à arracher le maintien et le renforcement du lycée comme du CFPPA mis sur la sellette – à cet effet un cycle de concertation obtenu suite à notre mobilisation de juin va être conduit sur septembre et octobre et une audience avec la Présidente du CR est d'ores et déjà prévu le 2 octobre prochain.

Non, le SNETAP-FSU ne se résout pas à une LOA « du en même temps... aux petits pieds » celle de feu Marc Fesneau, et moins encore à un projet réécrit pendant l'été par la FNSEA ou encore reconfiguré par le sénateur LR Duplomb de manière à simplifier encore, pardon à liquider ce qui pourrait rester d'ambition agroécologique... Et si le Président du CNEAP, qui fut conseiller à l'enseignement agricole du ministre de l'agriculture UMP Michel Barnier de 2007 à 2009, devait devenir notre ministre de tutelle – son nom fait partie de ceux qui circulent pour le poste – alors le SNETAP-FSU serait aux côtés des personnels de l'EAP pour faire face !

De même, le SNETAP-FSU, en Élan commun, comme nos fédérations et confédérations respectives ne comptent pas abdiquer par rapport à la nécessaire revalorisation du point d'indice des fonctionnaires, ou renoncer aux quelques mesures catégorielles attendues légitimement par nos infirmières par rapport au SEGUR de la santé, nos IAE comme nos ATL quant à l'abondement de leur indemnitaire promis pour 2023, nos profs doc par rapport à la prime informatique... ou encore au redéploiement des millions lié au pacte enseignant/CPE notoirement injuste et inefficace au bénéfice de l'ensemble de la communauté éducative. Par ailleurs, les 4 chantiers corporatifs actuellement ouverts ou en passe de s'ouvrir avec la DGER concernant les conditions de travail et les dotations en personnel ATLS, les conditions d'exercice des AESH, la carrière des AED et l'attractivité de nos métiers, dont celle du métier enseignant particulièrement en crise, devront être conduits à leur terme et répondre tant aux attentes fortes et légitimes de ces agent.es qu'aux nécessaires améliorations dans nos établissements du service aux usager.es.

Enfin, et sans forcément prétendre ici à l'exhaustivité, le SNETAP-FSU, en intersyndicale ne compte en rien en rabattre sur les voies et moyens pour arriver à cette amélioration effective des conditions d'emplois attendue par les agents des CFA-CFPPA – tout restant encore à faire sur le temps de travail et les rémunérations. Le chantier doit aboutir d'ici décembre 2024. Autre enjeu à l'échelle du ministère, ne rien lâcher non plus du côté de l'action sociale et arracher du nouveau locataire de Varenne une augmentation de la subvention ASMA... celle-ci n'ayant pas bougé depuis 2009 ! Bref, à la place qui est la nôtre, ne rien lâcher et plus encore... y compris quant aux poussées de l'extrême droite qui ne sont pas derrière nous... voilà ce qui nous attend, avant que l'horizon politique ne s'éclaircisse enfin !

Dans le champ spécifique de l'enseignement agricole et maritime public, le CSN mandate l'ensemble de ses représentant.es :

- pour conduire en Élan commun une enquête sur les dédoublements qui font défaut, comme ceux devenus indicatifs et renvoyés à une DGH facultative notoirement insuffisante
- pour engager l'ensemble de nos sections à porter en direction des Parlementaires en circonscription nos propositions d'amendements budgétaires sur le PLF 2025 ;
- pour demander, via un courrier type, à nos secrétariats régionaux, une rencontre avec chacun des exécutifs des conseils régionaux pour aborder plus particulièrement les questions budgétaires (dont le financement des transports et le subventionnement public-privé) ;
- pour approfondir la question du financement des composantes privées de l'enseignement agricole, avec la rencontre par le SG du député Vannier, la réunion à suivre de notre groupe national "vigilance privé", et la rédaction d'une fiche outil spécifique sur les MFR ;
- pour faire signer au plus large et rendre public l'appel de Velet en vue d'obtenir un moratoire sur la fermeture de tous lycées agricoles publics d'ici 2030 ;
- pour poursuivre, en intersyndicale, le combat pour sauver l'EPLEFPA du Velet à Etang sur Arroux, en se donnant tous les moyens d'y parvenir ;
- pour continuer à porter, aux côtés de notre fédération, la nécessaire revalorisation des salaires de l'ensemble des agent.es de la Fonction Publique ;
- pour obtenir du nouveau ministre que la parole de l'Etat soit tenue en matière de mesures catégorielles, non prévues au PLF 2025 à ce stade, et que l'amélioration des conditions d'emplois des agent.es de CFA-CFPPA (rémunération et temps de travail) soit effective ;
- pour continuer de porter, en Élan commun, nos 10 priorités pour un enseignement agricole réellement inclusif, et oeuvrer au niveau fédéral pour une nouvelle journée d'action AESH ;
- pour contribuer, via nos sections locales, à ce que chaque EPLEFPA se dote d'un véritable projet "valeurs de la République" construit par nos communautés éducatives et intégré dans nos projets d'établissement (conformément à la circulaire de 2015).